

Paris. En province, la situation devenait de plus en plus sombre :

Lyon, Marseille, Toulouse, Saint-Étienne, avaient voulu suivre l'exemple de la capitale, et des mouvements insurrectionnels très-graves s'y étaient produits. Le sang avait coulé. Un préfet, M. de Lespée, avait été fusillé par l'émeute. Tout le monde comprenait que, quelles que pussent être les suites de ces tentatives hardies, elles donnaient une grande force à la Commune parisienne qui ne manquerait pas d'exploiter des événements qui lui étaient si favorables.

## CHAPITRE VII

Après l'affreuse catastrophe de la place Vendôme, les gardes nationaux de l'ordre indignés avaient senti, nous ne dirons pas le courage leur revenir car ils ne l'avaient pas encore perdu, mais l'impatience les gagner. Ils s'étaient rapprochés, groupés. Des conciliabules avaient été tenus chez plusieurs officiers dévoués à l'Assemblée nationale. Supporterait-on plus longtemps le joug honteux que l'on subissait? Résisterait-on, au contraire, à la tourbe socialiste qui commençait à tyranniser Paris? Dans ce cas, quels seraient les moyens d'action et les points où il conviendrait d'agir?

L'amiral Saisset était l'intermédiaire naturel entre le gouvernement de Versailles et la garde



nationale fidèle. Nommé, comme nous l'avons dit, par le pouvoir exécutif, commandant supérieur des gardes nationales de la Seine, nomination qui avait été ratifiée par les maires de Paris, mais seulement à *titre provisoire*, le commandement en chef devant être, suivant eux, ultérieurement soumis à l'élection, l'amiral Saisset avait publié une première proclamation dans laquelle, portant des paroles de conciliation et de paix, il avait annoncé que l'Assemblée nationale promettait à Paris ses franchises municipales, l'élection de tous les officiers de la garde nationale, y compris le général en chef, des modifications à la loi sur les échéances commerciales et un projet de loi sur les loyers, favorable aux locataires, jusques et y compris les loyers de 1200 francs. Plus tard, et voyant que le mouvement de résistance s'accroissait dans les bataillons dévoués à l'ordre, l'honorable vice-amiral avait, avec l'assentiment du gouvernement légal, lancé une seconde proclamation, fort belle dans sa virile simplicité, par laquelle, rappelant que la devise des marins était : « Honneur et Patrie, » il conviait les gardes nationaux modérés à se grouper autour de lui.

Ce programme reçut un commencement d'exécution. Les bataillons de l'ordre se concentrèrent

à la place de la Bourse, dans le quartier de la Banque, à la mairie de la rue Drouot. On occupa la gare Saint-Lazare afin d'assurer les communications avec Versailles. L'amiral Saisset, après avoir établi son quartier-général à la Bourse, le porta au Grand-Hôtel qui fut « réquisitionné d'urgence pour un service public » et dont les portes furent tenues closes. Les deux partis étaient en présence. Celui de la Commune possédait des canons en grand nombre ; celui de l'ordre n'en avait pas. Pour rétablir un peu l'équilibre, on fit venir de Versailles quelques mitrailleuses qui ne devaient pas servir. Doute cruel, la guerre civile, la guerre entre les deux fractions de la garde nationale allait-elle éclater ? Qui prendrait l'initiative et la responsabilité de l'attaque ? Il n'y avait pas à se le dissimuler, les bataillons de la Commune étaient prêts à tout, capables de tout. On s'observa ainsi pendant trois jours. Les renseignements les plus sûrs parvenus au quartier-général de l'ordre indiquaient très-nettement qu'au noyau assez considérable des adeptes de la Commune, joints aux étrangers qu'ils avaient attirés à Paris, il fallait, dans l'énumération de ses forces militantes, ajouter un *minimum* de cent trente mille ouvriers séduit par eux et marchant de concert avec eux. L'amiral



Saisset demanda à Versailles si l'on ne pourrait pas envoyer des troupes au secours de la garde nationale fidèle ; la réponse fut embarrassée. On aurait voulu que la garde nationale se tirât toute seule du mauvais pas dans lequel l'avait placée son abstention ou du moins sa tiédeur au 18 mars. Franchement, la chose était difficile. La situation s'était singulièrement empirée. La réunion des maires et adjoints de Paris, qui devenait de plus en plus un embarras et un obstacle, paraissait opposée à toute collision dans Paris. D'un autre côté, l'inaction des gardes nationaux de l'ordre les déroutait et les énervait visiblement. L'honorable amiral Saisset, fatigué, démoralisé lui-même dans une certaine mesure, et dont le dévouement était d'autant plus beau, en cette circonstance, que son esprit était encore tout entier à la douleur profonde que lui avait causée la mort de son fils tué pendant le siège, l'amiral Saisset, disons-nous, sentant que le terrain n'était pas sûr sous ses pieds, abandonna la partie, se retira à Versailles, où il allait donner sa démission de commandant en chef, *les maires de Paris l'y ayant invité*, et laissa un ordre ainsi conçu, que son aide de camp, M. A. Clément, devait remettre au capitaine de vaisseau Trève, faisant alors les fonctions de co-

lonel dans la garde nationale : « J'ai l'honneur d'informer MM. les chefs de corps, officiers, sous-officiers et gardes nationaux de la Seine, que je les autorise à rentrer dans leurs foyers, à dater du samedi 25, 7 heures du soir. »

Tel fut, dans son ensemble, cet épisode de notre dernière guerre civile. Les officiers de la garde nationale les plus compromis rejoignirent l'amiral Saisset à Versailles, et désormais Paris demeura courbé sous le joug honteux et pesant de la Commune.

On ne pouvait plus se faire beaucoup d'illusions, d'ailleurs, sur ses tendances despotiques et même terroristes, et les plus aveugles devaient être suffisamment éclairés par la lecture de ces lignes inscrites au *Journal officiel* de Paris : « Tous les journaux réactionnaires publient des récits plus ou moins dramatiques sur ce qu'ils appellent l'*assassinat* des généraux Lecomte et Clément Thomas. Sans doute ces actes sont regrettables, mais il importe, pour être impartial, de constater deux faits : 1° que le général Lecomte avait commandé, à quatre reprises, sur la place Pigalle, de charger une foule inoffensive de femmes et d'enfants ; 2° que le général Thomas a été arrêté au moment où il levait, en vêtements civils, un plan des bar-



ricades de Montmartre. Ces deux hommes ont donc subi la loi de la guerre, qui n'admet ni l'assassinat ni l'espionnage. » L'odieux, dans ces lignes, le disputait au mensonge.

La Commune commença par publier une proclamation<sup>1</sup> dans laquelle elle annonçait au peuple de Paris son existence et son installation. Elle tint sa première séance le mercredi 29 mars 1871. Le citoyen Beslay, doyen d'âge, occupait le fauteuil de la présidence, et, les nominations étant hebdomadaires, le citoyen Lefrançais fut élu président pour une semaine. Le bureau de l'assemblée devait, en outre, se composer de deux secrétaires et de deux assesseurs. Raoul Rigault et Ferré furent les premiers secrétaires de la Commune ; Bergeret et Duval en furent les premiers assesseurs. Ce fut le citoyen Eudes qui demanda — pour la forme, sans doute — de donner au nouveau conseil municipal le nom de Commune de Paris, dénomination qui fut naturellement votée par acclamation.

Puis on déclara que les membres du Comité central avaient bien mérité non-seulement de Paris, mais de la France et de la République universelle.

Enfin, pour faciliter l'expédition des affaires et

<sup>1</sup> Voir le n° 5 des Notes et Pièces justificatives.

l'examen des projets de décrets, la Commune décida qu'elle se formerait en dix commissions, chaque commission comprenant les attributions des anciens ministères, moins les cultes, dont le budget fut supprimé et qui dépendaient de la commission de sûreté générale.

Les dix commissions décrétées furent ainsi dénommées :

1° *La Commission exécutive.* — Cette commission était chargée de faire exécuter les décrets de la Commune et tous les arrêtés des autres Commissions. Elle ne devait rien faire sans en avoir référé à la Commune. Elle siégeait à l'Hôtel de Ville.

2° *La Commission militaire.* — Remplaçant tout à la fois le Comité de la garde nationale et le ministère de la guerre, elle était chargée de la discipline, de l'armement et de l'habillement de la garde nationale. Elle transmettait ses ordres à l'état-major de la place Vendôme, qui ne relevait que d'elle ; elle devait assurer, de concert avec la Commission de sûreté générale, la sécurité de la Commune et surveiller les agissements de Versailles.

3° *La Commission des subsistances.* — Elle devait veiller à l'approvisionnement de Paris et assurer, par tous les moyens possibles, l'arrivée à



Paris des denrées indispensables pour une durée de trois mois au moins, tout en dressant un état très-complet de tous les vivres alors en magasin.

4° *La Commission des finances.* — Elle était chargée d'établir sur de nouvelles bases le budget de la ville de Paris. Les questions de finance, loyers, échéances, étaient de son ressort, ainsi que la Banque de France et les recouvrements de l'impôt. Elle était également chargée d'examiner les moyens les plus sûrs et les moins coûteux d'assurer la réussite d'un emprunt, si la nécessité s'en faisait sentir.

5° *La Commission de la justice.* — Pour l'instant, cette Commission devait simplement mettre la justice actuelle à la hauteur des institutions démocratiques et sociales, tout en assurant son cours jusqu'à ce qu'un décret l'eût réglementée d'une façon définitive.

6° *La Commission de sûreté générale.* — Elle était chargée de la police générale, de l'ordre et de la sécurité publique. Elle devait veiller à la sûreté de la République et surveiller les citoyens suspects de toute nature.

7° *La Commission de travail, industrie et échange.* — Cette Commission était chargée de la propagation des doctrines socialistes. Elle devait

chercher les moyens d'égaliser le travail et le salaire. Elle devait aussi s'occuper du moyen de développer le commerce international d'échange.

8° *La Commission des services publics.* — Elle avait pour mission de surveiller les grands services, postes, télégraphes, chemins de fer, voiries. Elle devait également étudier les moyens de mettre les chemins de fer aux mains des communes de France sans léser les intérêts des compagnies.

9° *La Commission des relations extérieures.* — Chargée d'entretenir avec les communes de France les relations amicales préliminaires de la fédération, elle devait contribuer par sa propagande à l'affranchissement du pays, et aussi, dès que l'occasion s'en présenterait, accréditer des représentants auprès des divers États de l'Europe, surtout auprès de la Prusse, dès qu'on connaîtrait l'attitude de cette puissance vis-à-vis de la Commune.

10° *La Commission de l'enseignement.* — Cette Commission devait s'occuper de réformer l'instruction et préparer un projet de décret la rendant gratuite, obligatoire et exclusivement laïque.

Après cette répartition du travail entre six Commissions qui correspondaient à peu près aux anciens départements ministériels, on procéda au



choix des membres de chacune de ces Commissions, suivant les aptitudes individuelles<sup>1</sup>.

Puis, sur la proposition des citoyens Assi et Varlin, fut voté d'urgence le célèbre décret sur les loyers, aux termes duquel remise générale était faite aux locataires, des termes d'octobre 1870, janvier et avril 1871. Toutes les sommes payées par les locataires pendant les neuf mois seraient imputables sur les termes futurs, et tous les baux seraient résiliables par les locataires, pendant une durée de six mois, à partir de la promulgation du décret; sur la proposition du citoyen Billioray, on ajouta même à ces dispositions un article par lequel il était également fait remise des sommes dues pour les locations en garni.

Ce décret si radical devait naturellement faire beaucoup d'amis à la Commune. C'était, du moins, le but qu'on se proposait, et il faut dire qu'il fut atteint. Une autre mesure, non moins absolue, fut également prise sur la proposition de la Commission militaire et de celle des finances. La conscription fut abolie et la garde nationale déclarée seule force armée régulière. Enfin la Commune décréta que, comme elle était le seul pouvoir légis-

<sup>1</sup> Voir le n° 4 des Notes et Pièces justificatives.

lement constitué, seraient révoqués et considérés comme coupables les fonctionnaires qui reconnaîtraient l'autorité inconstitutionnelle de Versailles.

A défaut d'autres mérites, ces mesures avaient du moins celui d'être nettes et claires. La Commune, ôtant son masque, indiquait ainsi ses véritables tendances à se considérer comme gouvernement, et non plus seulement comme conseil municipal. Les nombreuses démissions qui firent presque immédiatement un vide important dans son sein semblèrent indiquer qu'un certain nombre de ses membres n'acceptaient pas dans cette ampleur le rôle qu'on les avait appelés à jouer. Indépendamment de M. de Bouteiller et du docteur Marmottan, qui dès la première séance, avaient renoncé à leur mandat, douze membres de la Commune se demirent presque immédiatement de leurs fonctions. Ce furent les citoyens Desmarest, Ferry, Nast, Chéron, Tirard, Albert Leroy, Charles Beslay, le docteur Robinet, Méline et A. Adam.

Par contre, les citoyens Ch. Delescluze et Cournet avaient écrit à M. Grévy, président de l'Assemblée nationale, dont ils étaient membres, pour lui faire savoir qu'ils optaient pour le nouveau mandat qui leur était confié, et qu'ils entendaient



rester uniquement membres de la Commune de Paris.

Dans tous les cas, et quoi qu'il pût advenir ultérieurement de l'Assemblée siégeant à l'Hôtel de Ville, le Comité central, toujours prévoyant, avait fait en sorte de ne point se dissoudre. En dépit des gens qui s'étonnaient et murmuraient de ce qu'après avoir remis ses pouvoirs à la Commune, il ne s'était pas retiré, le Comité, ne se contentant pas des félicitations qu'il avait reçues, restait constitué et comme en permanence : c'était sur lui que comptaient les impatients et les exaltés pour imprimer à la Commune le mouvement et l'action qui lui feraient peut-être défaut. C'est lui qui devait former l'armée destinée à marcher sur Versailles, si l'Assemblée de Versailles ne ratifiait pas la Commune. Marcher sur Versailles, c'était en effet le rêve insensé que caressaient la plupart des meneurs, et, de fait, le Comité central, paraissant obéir à leur impulsion, prenait des dispositions militaires qui pouvaient donner beaucoup à réfléchir : il organisait vingt-cinq bataillons de marche, et à côté de ces bataillons de marche il formait vingt batteries d'artillerie et quinze batteries de mitrailleuses.

En outre, il avait remis en état et réarmé les

forts d'Issy et de Vanves, restés, ainsi que ceux de Montrouge et de Bicêtre et d'Ivry, au pouvoir des fédérés. De plus, il avait fait exécuter des travaux de défense du côté de Neuilly, que couvraient des barricades.

Ne pouvait-on inférer de tous ces préparatifs qu'il se préparait à engager la lutte armée?